

Initiatives ministérielles

l'espère. En effet, durant toute la campagne électorale et au début de la présente législature, le mot «compression» était le seul que les députés d'en face avaient à la bouche. Les propos qu'a tenus le député aujourd'hui lui étaient probablement inspirés par son expérience de cette enceinte. Le député a compris la complexité de certains enjeux que nous ne sommes pas vraiment en mesure de comprendre durant la campagne électorale. En gros, il disait que les compressions n'étaient pas la solution.

Il faut, bien sûr, tout faire pour s'assurer de dépenser chaque dollar de la façon la plus prudente, la plus logique et la plus efficiente possible pour atteindre des objectifs précis que nous nous fixons en tant que gouvernement, en tant que Parlement et en tant que nation.

Pour ce qui est des revenus, je dois dire que je suis d'accord avec lui. Je suis de ceux qui croient, de ce côté-ci de la Chambre, que le régime fiscal est foncièrement injuste pour un grand nombre de personnes, même s'il est conçu pour être équitable. Je suis de ceux qui croient que chaque fois que nous modifions ce monstre que nous avons créé—notre gouvernement ou ceux qui nous ont précédés—en apportant des modifications par douzaines au système, nous ne faisons que réduire sa capacité d'atteindre ses objectifs.

Le député a parlé d'impôt unique. Il a parlé d'impôt uniforme. Je suis certainement d'accord pour dire que c'est l'orientation que nous devons prendre. Mon collègue de Broadview—Greenwood continue, comme il le faisait au cours de la dernière législature, à promouvoir l'application d'un système d'imposition différent. Il doit se sentir bien seul parfois. J'appuyais l'idée d'un tel système quand je siégeais dans l'opposition. J'ai aussi défendu ce système au cours de ma campagne électorale et je continuerai à le défendre de ce côté-ci de la Chambre.

• (1625)

Le député a dit qu'il aimerait qu'on demande au Comité permanent des finances d'étudier la question. Pour ma part, je suis du genre à ne pas attendre qu'on me dise quoi faire. Si j'avais l'occasion de collaborer avec d'autres députés pour essayer de parvenir à un consensus entre les partis représentés à la Chambre—bien que quelques pieds seulement nous séparent, on a parfois l'impression que ce sont des milles—je n'hésiterais pas un instant à relever le défi.

Le député ne devrait pas attendre que les mandarins des Finances, le gouvernement ou les dirigeants de son parti décident que le moment est venu pour les parlementaires de travailler ensemble, peu importe leur appartenance politique, afin de trouver des solutions. Nous connaissons tous les problèmes. En notre qualité respective d'opposition et de gouvernement, nous essayons tous de proposer les solutions que nous pensons être les plus susceptibles d'être adoptées.

Je mets le député au défi de travailler avec moi et les autres députés de ce côté-ci—je m'engage à en faire de même—pour étudier les diverses possibilités: réforme fiscale en profondeur, impôt unique, impôt uniforme. Travaillons ensemble pour que ce défi s'adresse non seulement au gouvernement, mais à tous les parlementaires dans cette enceinte. Je suis prêt à y consacrer le temps qu'il faudra. Le député est-il lui aussi prêt à faire de même? Je crois que les Canadiens attendent des solutions de ce genre et qu'ils les veulent sans plus tarder.

M. Silye: Monsieur le Président, je désire remercier le député d'en face de ses remarques. J'accepte son offre et je déclare publiquement que je suis prêt à travailler avec n'importe quel député à la simplification de notre régime fiscal, je suis prêt à partager tous les points de vue que j'ai et à obtenir l'opinion de n'importe quel député sur la voie que nous devrions suivre. Le régime actuel n'est pas bon et il a besoin d'être modifié.

Je sais que ce qui inquiète le ministère des Finances, c'est que la simplicité puisse conduire à des injustices. Le test de tout nouveau système, c'est qu'il soit au moins aussi juste que l'ancien.

Je voudrais également faire remarquer au député que j'ai beaucoup parlé d'un impôt à taux fixe, d'un impôt uniforme avec le député de Broadview—Greenwood. En fait, c'est la lecture de son livre, il y a quatre ans, qui m'a conduit à m'intéresser au sujet. Je pense que beaucoup des problèmes qu'il faisait ressortir sont vrais. Ils étaient vrais à l'époque et ils le sont encore plus maintenant.

Je n'attends plus le Comité permanent des finances. Je profite des occasions qui me sont données de m'exprimer librement à la Chambre pour défier le ministre des Finances et essayer de rallier tous les comités. Même le ministère de l'Industrie devrait envisager cette question. C'est lui qui contrôle les entreprises. Le ministre est présent et il sait ce qui inquiète les entreprises. Qu'est-ce que l'on pourrait faire pour attirer de nouvelles entreprises dans notre pays? Ce n'est pas des impôts plus élevés qui vont réussir, mais bien des impôts moins élevés.

Nous présentons diverses solutions de remplacement aux propositions fiscales. Le député de Capilano—Howe Sound en présentera une également, le 31 octobre, au colloque de l'Institut Fraser, à Toronto. Le député de Broadview—Greenwood sera là et il présentera également sa proposition. Je pense qu'il y aura des représentants du gouvernement qui seront simplement des auditeurs et qui ne présenteront rien. Je pense que le Parti conservateur étudie également la possibilité d'un impôt à taux fixe. Il est important que nous fassions la promotion de cette idée et que nous lancions le mouvement. En fin de compte, si l'on pouvait simplifier le régime fiscal, tous les Canadiens en profiteraient et c'est notre objectif.

En ce qui concerne ma conversion, je demanderais au député de ne pas entretenir trop d'espoir, parce que je ne suis pas encore converti. Je suis simplement las d'entendre parler sans cesse de compressions. Si le député ne pense pas que les compressions sont importantes, alors pourquoi son gouvernement a-t-il réduit le budget de sept milliards?

Lorsque nous avons fait campagne sur les compressions budgétaires, nous partions du principe que s'il fallait en faire, elles devaient être faites sagement et judicieusement, mais rapidement, parce qu'elles allaient être pénibles. Que l'on supprime un milliard, sept milliards ou dix milliards, nous mécontentons un certain nombre de groupes d'intérêts spéciaux et des récriminations sont à prévoir. C'est ce que l'on constate en Ontario en ce moment, en réponse à la réduction de 22 p. 100 des paiements d'assistance sociale. Tout ce qu'il suffisait de faire, c'était de réduire les paiements d'aide sociale en Ontario au même niveau qu'ailleurs au Canada. Voyez les manifestations de certains extrémistes à ce sujet.

Il faut réduire les dépenses. À notre avis, le gouvernement libéral ne l'a pas suffisamment fait. Il y a encore bien du superflu à supprimer dans certains secteurs où les subventions ne donnent